

¡ Felicidades Guana !

Aurélie Lanctôt

Numéro 325, automne 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/91827ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lanctôt, A. (2019). ¡ Felicidades Guana ! *Liberté*, (325), 31–38.

¡ Felicidades Guana !

Cuba évoque bien des choses pour les Québécois. Lieu de tourisme pour les uns, irréductible bastion communiste pour les autres. Or, Cuba, c'est aussi les Cubains et les Cubaines. Comment vivent-ils, quels sont leurs espoirs ? Que reste-t-il vraiment aujourd'hui de la révolution cubaine ?

Aurélie Lanctôt est allée y voir de plus près.

Le 5 mai 1969, un vol de la compagnie Eastern Airlines parti de l'aéroport LaGuardia, à New York, en direction de Miami, est pris d'assaut par deux passagers. Ils exigent que l'appareil bifurque de sa trajectoire et se pose à l'Aéroport international José-Martí, à La Havane. Les deux pirates sont munis d'un pistolet de calibre .38 et d'un couteau de poche. Ils sont nerveux, ils suent à grosses gouttes. Dans un anglais cassé, ils promettent qu'ils ne feront de mal à personne si l'avion se pose à Cuba. L'équipage comprend vite que les deux pirates ne sont pas dangereux, qu'il suffira de les larguer sur le tarmac pour avoir la paix. L'opération de détournement dure en tout 45 minutes. À l'atterrissage, la scène prend des airs clownesques : l'aéroport n'a pas l'habitude d'accueillir des Boeing 727 et l'escalier mobile est trop court pour atteindre la porte de l'appareil. Les militaires cubains doivent utiliser l'escalier intégré à l'avion pour monter à bord et escorter les pirates à l'extérieur. On les conduit dans un petit salon de l'aéroport, où on leur enjoint de s'identifier. Ils s'appellent Pierre Charrette et Alain Allard. Ils sont Canadiens et demandent l'asile politique à Cuba, invoquant qu'ils sont poursuivis chez eux pour leur participation à un mouvement révolutionnaire, le Front de libération du Québec (FLQ). À l'époque, dans de telles circonstances, le gouvernement cubain accorde automatiquement l'asile. On leur donne donc sur-le-champ un vaccin antivariolique et, une demi-heure plus tard, ils montent à bord d'une voiture qui les conduit au centre-ville de La Havane. L'avion repart peu après vers Miami, le temps que les autres passagers se dégourdisent les jambes.

C'est à peu près ainsi que les protagonistes eux-mêmes relatent cette anecdote intrigante, dans un livre d'entretiens réalisé en 1975 par la journaliste Michèle Tremblay, intitulé *De Cuba, le FLQ parle*. Pierre Charrette et Alain Allard sont peu connus, notamment parce qu'ils ont fui vers Cuba avant les événements d'octobre 1970. Ils se savaient traqués par la police pour leur participation à plusieurs actions du FLQ, en particulier depuis l'histoire de la bombe à la Bourse de Montréal, qui explosa en février 1969 et fit plusieurs blessés. Leur trajet entre Montréal et La Havane se fait par étapes, dès le mois de mars 1969. Ils se rendent d'abord à la frontière américaine, puis filent vers New York, où ils sont brièvement

accueillis par des militants des Black Panthers, dans Harlem, qui les aident à planifier la suite de leur périple, sans pour autant leur offrir une hospitalité inconditionnelle. La seule présence de ces fugitifs représente en effet un risque considérable. La police effectue des perquisitions quotidiennes, et il n'y a aucune chance que ces deux Blancs apparus mystérieusement dans Harlem passent inaperçus. Cuba apparaît vite à Charrette et à Allard comme la destination la plus viable, mais le chemin pour s'y rendre s'annonce ardu. Sans passeports, ils ne peuvent envisager de quitter le pays légalement, d'autant plus qu'ils sont fichés partout, et par voie maritime, l'entreprise est trop périlleuse. Le détournement d'avion se pose donc comme le moyen le plus sûr de se rendre à La Havane. Après deux mois de planification, ils dénichent un pistolet et un petit couteau et montent à bord d'un avion vers Miami. On connaît la suite.

À leur arrivée, les felquistes se terrent, pendant plusieurs semaines, dans une chambre de l'hôtel Vedado, au cœur d'un ancien quartier chic de La Havane. Le récit de leurs premiers moments dans la capitale cubaine est marqué par l'angoisse et le mal du pays, mais petit à petit, ils prennent leurs aises dans la ville. Leur quotidien devient plus décontracté. Dès avril 1970, ils s'autorisent à voyager hors de Cuba. Ils se rendent en Europe et au Moyen-Orient, pour aller à la rencontre d'autres groupes révolutionnaires, notamment en Algérie. Ils choisissent néanmoins de revenir à Cuba, motivés, on le devine, par un mélange de confort et d'admiration politique. Ils suivent à distance les événements d'octobre 1970 au Québec et sont là pour accueillir les illustres membres de la cellule Libération, lorsque ceux-ci s'exilent à leur tour. À l'arrivée des autres felquistes, Allard et Charrette ont déjà refait leur vie : l'un enseigne le français dans une école de langue et l'autre travaille au ministère du Commerce intérieur. Ils vivent bien.

À lire ce récit, on est frappé par la nonchalance avec laquelle les autorités cubaines accueillent ces demandeurs d'asile. Cela se comprend aisément : le régime en est encore à s'établir, la révolution a tout juste dix ans. Il y a beaucoup à faire pour que s'épanouisse le projet révolutionnaire et, alors que Richard Nixon accède à la présidence des États-Unis, le poids des sanctions imposées par la première puissance économique et militaire au monde se fait sentir sur la société cubaine. Ainsi, pendant que nos felquistes, de leur propre aveu, passent de longs mois à « paranoïer » dans leurs quartiers, Fidel Castro envisage le déploiement de ses troupes sur le continent africain, s'inquiète du volume des récoltes nationales de canne à sucre et observe d'un regard enthousiaste, quoique prudent, l'élection de Salvador Allende au Chili. La présence des felquistes à Cuba n'attire vraisemblablement

l'attention du régime qu'après les événements d'octobre 1970 au Québec, lorsque Castro s'entend avec Trudeau père pour offrir l'asile aux ravisseurs de Richard Cross et de Pierre Laporte. En somme, ces demandeurs d'asile inconnus arrivés à bord d'un avion détourné ne suscitent pas grand intérêt.

L'affaire a néanmoins tout pour frapper l'imaginaire du Québécois, toujours fier de mobiliser la figure de l'insurgé, à temps opportun, des patriotes au FLQ, sans toujours tirer au clair les idées de chacun. Les felquistes ont choisi Cuba comme terre d'asile, certaines cellules du FLQ se seraient même entraînées sur l'île, on le rappelle fréquemment, comme pour inscrire le Québec dans une mouvance d'insurrection qui dépasse ses frontières, rejoignant la grande histoire des luttes pour l'émancipation et la justice sociale. On se plaît à imaginer une filiation, à raconter les liens qui unissent le FLQ et le régime socialiste cubain, nourrissant ainsi une certaine mythologie révolutionnaire toujours vivante chez nous, bien qu'elle ait été mise en sourdine par des décennies de confort et d'indifférence. On évoque parfois ces sursauts révolutionnaires comme pour se convaincre que le petit porteur d'eau canadien-français a su, lui aussi, se

Les felquistes ont choisi Cuba comme terre d'asile, comme pour inscrire le Québec dans une mouvance d'insurrection qui rejoint la grande histoire des luttes pour l'émancipation et la justice sociale.



dresser contre l'injustice et l'exploitation. À Cuba, le touriste québécois en tire une fierté vaguement rebelle.

Il est vrai qu'il y eut chez nous un mouvement socialiste et révolutionnaire bien vivant, et qu'il existe toujours au Québec des mouvements sociaux de gauche vigoureux, même s'ils trouvent actuellement un très modeste relais politique. Reste que le Québécois qui, en 2019, se rend à Cuba est surtout renvoyé à sa nord-américanité, à son appartenance à l'hégémonie du Nord. Le clivage est plus manifeste que les affinités politiques. Pour le touriste qui reste entre les murs de son tout-inclus, c'est sans équivoque. Mais même pour celui qui s'aventure au-dehors – ce qui est devenu plus facile au début des années 2010, avec l'assouplissement du régime –, il y a une rupture, un écart, quelque chose qui remet en question le droit même de s'émouvoir de l'héritage

révolutionnaire cubain tant il contraste avec l'évolution de notre société, au cours des soixante dernières années.

Les âmes progressistes espérant trouver à Cuba un filon pour penser le dépassement d'une démocratie libérale éculée, qui a échoué maintes fois à remplir ses promesses sociales, font-elles preuve d'une naïveté propre à leur posture privilégiée dans l'ordre géopolitique mondial? Le Québécois qui débarque aujourd'hui à Cuba a beau avoir lu Marx et Thomas Piketty, suivre Alexandria Ocasio-Cortez sur Instagram et voter pour Québec solidaire, cela justifie difficilement l'inscription de notre engagement politique dans un sillage révolutionnaire commun. Est-il bêtement narcissique de chercher une inspiration politique, une base commune pour la lutte, dans cette société qui, depuis soixante ans, paie le prix de sa résistance à l'impérialisme et à la mondialisation néolibérale, alors que la nôtre n'a fait qu'y souscrire?



Le 5 mai 2019, cinquante ans jour pour jour après l'atterrissage de l'avion d'Eastern Airlines transportant Pierre Charrette et Alain Allard, je pose ma valise à Guanabo, une ville en bord de mer à une trentaine de kilomètres à l'est de La Havane. Guanabo n'est pas une banlieue au sens où nous l'entendons en Amérique du Nord, mais le rapport de ses citoyens à La Havane se vit un peu sur ce mode, alors que de nombreux travailleurs, ou des étudiants, se rendent quotidiennement dans la capitale. La ville se distingue cependant de la banlieue par ses airs de station balnéaire. Du vendredi au dimanche, elle s'anime. La rue principale se densifie, les gens vont et viennent en scooter, en calèche ou en voiture, sortent par dizaines des autobus qui font la navette entre La Havane et la mer. On entend en permanence la boucle rythmique *dembo* qui structure toutes les chansons reggaeton, on dirait que les percussions tapissent le fond de l'air. Les gens dansent et enfilent les rasades de rhum toute la journée. Le soir, les discothèques se remplissent. Puis, le lundi, la ville se rendort. Il ne reste que les habitants et les touristes étrangers qui, comme moi, louent une chambre chez un particulier, à prix modeste.

Malgré ses airs festifs, le secteur est en pleine dévitalisation. L'activité commerciale s'affaiblit, les hôtels dépérissent, la municipalité a du mal à entretenir ses installations sanitaires. Les habitations abandonnées en bord de mer sont de plus en plus fréquentes, d'autant plus que plusieurs propriétés ont été sévèrement endommagées par l'ouragan *Irma*, en 2017. Un soir, je visite des amis propriétaires d'une *casa particular*, ces maisons privées louées aux touristes avec l'autorisation de l'État, non loin d'où je loge. La cour arrière de cette maison donne sur la mer et, il y a deux ans, *Irma* a ravagé le terrassement tout entier. La reconstruction de la cour vient d'être achevée. Chez nous, des dégâts d'une gravité similaire auraient été réparés en quelques semaines, tout au plus. Ce n'est pas faute d'expertise : Jorge, l'un des fils de la propriétaire, est ingénieur. Il détient un doctorat et il enseigne à l'Université de La Havane. Il a pris en charge la réfection de la cour, mais il lui a fallu faire des pieds et des mains pour trouver des matériaux de construction. Après avoir fait les plans et parcouru les quatre coins de La Havane pour chercher ce dont il avait besoin, sans succès, il a dû soudoyer l'ouvrier qui travaillait sur la maison voisine, dont la rénovation était

financée par un investisseur étranger. Il lui a acheté ses matériaux. Je ris lorsqu'il raconte l'anecdote, même si ce n'est pas exactement drôle.

Cela s'est beaucoup vu après les ouragans violents des dernières années : l'essentiel des matériaux disponibles sur l'île était aussitôt affecté à la réfection des infrastructures touristiques, si bien que les Cubains devaient compter sur leur réseau, sur la solidarité entre les sinistrés, pour rebâtir leurs maisons. Détourner les matériaux des chantiers financés par des particuliers étrangers est devenu une méthode de choix. « Tu remarqueras qu'à La Havane, si un bâtiment public ou un hôtel a été repeint récemment, des pans de mur, des façades de maisons privées seront recouvertes de la même peinture, dans les rues avoisinantes. Je te laisse deviner pourquoi », me dit Jorge. Il raconte aussi que, lors de la construction du plus récent hôtel de luxe à La Havane, le promoteur a dû faire venir des ouvriers étrangers pour éviter la « dilapidation » des matériaux, sachant qu'il serait impossible d'endiguer la solidarité tacite entre les Cubains, qui font face tous les jours à la pénurie permanente. Légende urbaine ou réalité, je n'ai pas pu le confirmer, mais l'image seule est un formidable pied de nez aux ambitions que caresse de plus en plus ouvertement le grand capital, à Cuba.

Le phénomène s'observe aussi dans les villes balnéaires comme Guanabo : plusieurs terrains sont devenus un objet de spéculation pour les investisseurs étrangers, qui attendent patiemment le feu vert de l'État pour mettre le paquet. Dans l'intervalle, les propriétés sont laissées à l'abandon, ce qui n'aide pas à la revitalisation des environs, ni à la réappropriation du territoire par ses habitants. Néanmoins, pour le moment, la plage de Guanabo continue d'être fréquentée par des familles, des couples en escapade d'une journée, des groupes de jeunes qui se saoulent au rhum en profitant du soleil, postés autour d'un haut-parleur bon marché où l'on fait jouer à tue-tête – mais vraiment à tue-tête – tous les tubes du moment. Ce ne sont pas les plages les plus majestueuses de l'île, mais on y croise toutes sortes de gens et il est agréable d'y voir s'incarner l'idée de la plage comme lieu public, sans enclave accaparée par l'hôtellerie et les commerces privés, où l'on aménage des environnements luxueux arrachés au reste du monde.

Un après-midi, je remarque, garé à côté de l'accès à la plage devant chez moi, un autobus que j'estime tout droit sorti des années 1950. De larges rayures blanches et bleues sont peintes sur la carrosserie. En m'approchant, intriguée, je remarque dans le pare-brise une vignette où l'on peut lire « Transporte Obrero ». Le chauffeur, qui fume une cigarette quelques mètres plus loin, m'interpelle : « Alors, tu le trouves beau, mon autobus ? — Oui, oui, je lui réponds, un peu gênée d'avoir été prise à fouiner. En quelle année a-t-il été construit ? — Dans les années 1980. » Je ne connais visiblement rien aux autobus. Le chauffeur m'explique qu'il s'agit d'un autobus nolisé pour les travailleurs. Il accompagne ce jour-là un groupe d'ouvriers venus de la province de Matanzas, à l'est, plus loin dans les terres. Il s'agit d'un service payé par l'État. Une journée de congé, un transport à la mer offert. « Et vous, quand vous voulez vous reposer une journée à la plage, qui vous amène ? » Il rit. « Ils ne sont pas beaux comme ça les autobus, chez toi ? — Non, vraiment pas », que je lui réponds, en faisant passer ma curiosité tout entière sous le couvert de l'attrait esthétique, bien qu'en

réalité, la vocation de cet autobus m'intéresse beaucoup plus que son aspect.

Ainsi, sur ce croissant de terre où l'on manque indéniablement de plusieurs choses, il se trouve encore des institutions publiques qui prennent au mot l'idée que le travail est une violence faite au corps et à l'esprit, et que dans une société où les moyens de production appartiennent à la collectivité, il

On ne fait pas la leçon sur les formes possibles du socialisme à une infirmière qui s'éreinte chaque jour dans un hôpital pour l'équivalent de 40 dollars par mois.



va de soi que l'État contribue directement à la régénération de la force de travail. Disons que le contraste est frappant avec l'attitude de l'État face au travail dans les sociétés nord-américaines, où non seulement l'individu doit organiser et financer seul son temps de repos, mais où le principe même apparaît de plus en plus superflu, voire suspect. La mesure proposée ici est certes un peu poussiéreuse, mais cette manifestation si claire, quoique modeste, de l'esprit communiste en ce pays qu'on aime dire empressé de se tourner vers l'économie de marché, est très évocatrice.

À Cuba, l'héritage révolutionnaire, ses valeurs profondes, se manifestent souvent ainsi : par à-coups, par quelques fulgurances, une image ou un trait d'esprit, donnant soudain à voir le socle sur lequel s'érige cette société si difficile à pénétrer.



Un matin, je déjeune sous le *ranchón* derrière la maison lorsque Luis, le fils de mon hôte Yanet, attablée avec moi, gare sa voiture dans la cour. Il revient d'une ronde de taxi. Luis a trente-deux ans, il détient un diplôme universitaire et il enseigne l'éducation physique, mais sa prestation salariale étatique n'est pas suffisante pour bien vivre. On ne va pas bien loin avec 20 pesos cubains convertibles (CUC) par mois – environ 30 dollars canadiens – même quand on habite chez sa mère. Alors de temps en temps, il sort la voiture pour faire un peu de taxi. Il conduit une Lada bleue impeccable aux vitres teintées, comme on n'en voit plus qu'ici. « Tu aimes la voiture, lance Yanet, taquine. Elle est d'époque, fabriquée en 1979. Je l'ai eue en 1980. — Cuba importait les voitures fabriquées en Russie, puis les vendait aux citoyens ? que je demande, étonnée. — En Russie ? *Mija, no !* » s'exclame-t-elle.

Puis, le doigt brandi, penchée vers moi, elle reprend : « En Union soviétique ! » Son sourire est froncé. « Et on ne les achetait pas. Elles nous étaient données, dans certaines circonstances, pour services rendus à l'État. » Je comprends que la suite de nos discussions sera passionnante.

Je viens régulièrement à Cuba depuis que je suis petite. J'y ai voyagé d'abord avec mes parents, puis seule, à l'adolescence et à l'âge adulte. En tout, une dizaine de fois, peut-être. Au fil du temps, ma famille, ma mère surtout, a noué plusieurs amitiés qui tiennent le coup malgré la distance, les télécommunications laborieuses, l'immense barrière culturelle et les inégalités structurelles qui façonnent toute relation entre des citoyens d'un pays capitaliste du Nord et ceux d'une île communiste des Caraïbes. Je ne prétends pas avoir acquis une connaissance intime de Cuba, ce n'est pas le cas, mais je trouve étonnant qu'au fil des années, je n'aie que rarement échangé avec des Cubains affichant un attachement au socialisme. Il n'en manque assurément pas dans les cercles intellectuels et militants, mais bien que mon univers social soit campé dans ces milieux au Québec, le hasard des rencontres à Cuba m'a plutôt fait entrer en relation avec des gens éduqués et ouverts sur le monde, mais très critiques à l'égard de l'héritage révolutionnaire. Des gens déçus, amers, lassés, et qui ne s'en cachent pas, leurs arguments reposant sur un pragmatisme difficilement réfutable : on manque de tout, tout le monde triche et la société de consommation, ce n'est peut-être pas plus juste, mais on y trouve au moins des occasions d'améliorer son sort. Face à cela, il m'a toujours semblé grossier de me lancer, moi, fille du Nord suffisamment nanti pour voyager, dans une tirade sur les mirages du rêve américain et la violence du néolibéralisme. On ne fait pas la leçon sur les formes possibles du socialisme contemporain à une infirmière qui s'éreinte chaque jour dans un hôpital pour l'équivalent de 40 dollars par mois.

Au même titre, avant l'introduction de la Lada dans nos rapports, mes conversations avec Yanet étaient restées en surface. Mais son empressement à me corriger sur la provenance de la voiture – pas russe, soviétique ! – et à préciser qu'elle se l'était vu attribuer au *mérite* ouvrent une autre dimension. À mon sourire, elle déduit qu'elle se trouve en terrain ami. Son humour avait déjà instauré entre nous une certaine complicité. La veille, m'étant retrouvée, en sortant de la douche, trempée et dépourvue devant un porte-serviettes vide, j'avais envoyé mon compagnon demander une serviette à Yanet, en précisant le terme à employer : « *toalla* ». Le mot s'est cependant déformé en route et, à travers la cour, je l'ai entendu demander à répétition une « *guana* » à notre hôte, ce qui l'a amusé au point où elle ne l'a plus appelé qu'ainsi, Guana. Le surnom était prononcé de façon moqueuse et langoureuse. Elle s'amusait beaucoup de voir ce fier gaillard privé du langage pour communiquer et elle le trouvait de toute évidence très beau, ce qu'elle soulignait sans cesse. D'ailleurs, même lorsque je n'étais pas disponible pour jouer l'interprète, ils passaient de longs moments ensemble à échanger. Je n'ai jamais compris de quoi étaient faites leurs discussions, mais en fin de compte, je crois qu'elle s'est attachée à lui plus qu'à moi.

Toujours est-il qu'avec la Lada, nos discussions prennent un autre tournant. Nous parlons de politique, d'économie, de relations internationales, de droit, et je suis invariablement son interlocutrice principale. Même en présence de

Roberto, son mari, ou de Guana, Yanet s'adresse à moi *d'abord*. Il est vrai qu'il aurait été difficile de faire autrement vu la barrière de la langue, mais quelque chose dans son attitude me dit que cela ne tient pas qu'à la contingence linguistique. Je sens un choix conscient de ne pas reléguer au second plan *l'autre femme* présente dans la discussion, comme cela arrive trop souvent dès qu'un homme se trouve dans la pièce et que nous abordons des sujets « sérieux ». Cela transparaît dans sa posture, dans son ton lorsqu'elle me parle, les coudes appuyés sur les cuisses, les jambes ouvertes dans ma direction, les mains jointes, le haut du corps penché vers moi, comme on se parle « d'homme à homme » ou, plutôt, comme on se parle d'une camarade à une autre.

« *Ahora, te digo* », commence-t-elle invariablement les phrases importantes. Chaque idée est présentée d'abord sur le ton de la confiance. Elle appuie sur chaque mot et tout finit par une grande envolée. J'apprends qu'elle a été militaire. C'est pour sa participation aux missions de l'armée cubaine en Afrique subsaharienne dans les années 1970 qu'elle a obtenu la Lada. Membre des services secrets, elle a séjourné au Mozambique deux années durant, par vagues de trois mois, puis brièvement en Angola.

Je plonge alors dans un chapitre occulté de l'histoire du xx^e siècle. L'Occident n'en fait pas grand cas dans les récits officiels, mais le régime cubain a prêté main-forte à plusieurs mouvements de décolonisation sur le continent africain, des années 1960 jusqu'à la chute du régime d'Apartheid sud-africain, à l'aube des années 1990. Fidel Castro voyait dans cet engagement l'accomplissement d'un devoir internationaliste élémentaire, un moyen de lutter contre l'impérialisme ainsi qu'une façon, ai-je même lu, de « repayer la dette de l'esclavage », une proportion importante de la population cubaine étant afro-descendante. Cette dernière affirmation participait peut-être à la propagande continue du régime castriste visant à maintenir l'illusion d'une absence de racisme à Cuba (ce qui est faux), mais reste que les troupes cubaines ont soutenu courageusement plusieurs mouvements de libération nationale en Afrique.

Dès 1965, Ernesto Guevara, dit le Che, débarque au Congo. Il a trafiqué son apparence et voyage incognito. Son intérêt pour la situation congolaise a été éveillé par la lutte instiguée par le socialiste élu Patrice Lumumba, lequel est déterminé à réaliser l'indépendance de cette colonie belge. Lorsque le Congo se trouve au seuil de la guerre civile, les États-Unis refusent de soutenir Lumumba. Les Soviétiques acceptent de lui prêter main-forte, et le reste des puissances alignées avec le bloc de l'Ouest lui tournent le dos. Lumumba sera sauvagement assassiné en 1961 par une milice belligérante. L'exécution est sans doute commanditée par Washington, qui, en pleine guerre froide, voit ce leader socialiste comme une menace, et le gouvernement belge, à titre de représailles pour l'émancipation de son ex-colonie. Lors d'un discours prononcé devant l'Assemblée générale des Nations unies en décembre 1964, le Che s'insurge : « Comment peut-on oublier que l'espoir que Patrice Lumumba avait placé dans les Nations unies a été trahi ? » Alors que le Congo est ravagé par la guerre, le Che s'embarque avec quelques officiers cubains pour aller former les troupes héritières de Lumumba à la guérilla révolutionnaire. La mission cubaine au Congo est un échec, mais le Che en tire un enseignement. Dans ses correspondances rassemblées par le journaliste William Gálvez,

il écrit que « la signification héroïque de notre participation dans la lutte du Congo se trouve dans ce défi, dans cette claire prise de position face au grand problème de notre époque qu'est la lutte sans quartier contre l'impérialisme yankee ». Toute la suite de l'implication militaire cubaine en Afrique s'inscrit dans ce sillage.

Après la révolution des Œillets, en 1974, les colonies africaines portugaises s'engagent elles aussi sur la voie de l'émancipation. En Angola, dès 1975, quatre factions s'affrontent dans une guerre sanglante pour prendre le contrôle de la capitale du pays, Luanda. Les troupes cubaines soutiennent activement le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA). Dans ces affrontements se jouent par procuration la guerre froide et la lutte contre le régime d'Apartheid. La présence cubaine en territoire angolais atteint son sommet en 1987 avec l'opération Carlota, lorsque Fidel Castro déploie 36 000 soldats pour résister aux troupes de l'Apartheid (soutenues par les États-Unis) qui tentent d'étouffer l'avancée du MPLA et de mettre hors jeu le South West Africa People's Organization (SWAPO), qui lutte pour l'indépendance de la Namibie voisine. Le bras de fer culmine par la bataille de Cuito Cuanavale, une bourgade angolaise qui devient le théâtre du plus grand affrontement sur le continent africain depuis la Seconde Guerre mondiale ; une guerre d'usure qui dure six mois et dont tous ressortent amochés. Les Cubains et le MPLA bombardent sans relâche les positions sud-africaines sous les ordres de Fidel Castro, qui commande... par téléphone, depuis La Havane !

Grâce aux efforts et aux sacrifices des troupes cubaines, le gouvernement sud-africain doit s'engager dans des négociations de paix en Angola et pour l'indépendance de la Namibie. Plusieurs soulignent que cela a constitué un tournant, voire le début de la fin pour le régime d'Apartheid, si bien qu'à sa sortie de prison en 1991, Nelson Mandela fera son premier voyage à l'étranger à Cuba, pour y rencontrer Fidel Castro.

Voilà, entre autres choses, ce qui se dessine à l'horizon pour le régime cubain lorsque nos felquistes arrivent à La Havane. Au Québec, à la même époque, les mouvements sociaux s'intéressent aussi à la solidarité internationale, notamment à travers le FLQ, qui adopte même, comme on le sait, le langage de la décolonisation, s'estimant partie prenante de ces luttes. Mais concrètement, on les soutient peu. Pendant que les Cubains prennent les armes aux côtés des Angolais, le gouvernement du Canada ferme les yeux sur les causes profondes du déchirement de ce pays et sur les violations des droits de la personne, car l'instabilité politique profite aux compagnies extractives canadiennes sur ce territoire. L'Agence canadienne de développement international juggle même le financement des ONG qui acceptent de transiger avec le MPLA, le SWAPO ou qui épaulent les réfugiés de l'Apartheid. Lorsque certains pays africains boycottent les Jeux olympiques de Montréal en 1976, pour protester contre le maintien des liens du Canada avec l'Afrique du Sud, Trudeau ne bronche pas. Au Québec, les syndicats et les mouvements sociaux se montrent plus solidaires, surtout de la lutte contre l'Apartheid, mais sur le tard, lorsque le vent a déjà tourné. Les puissances capitalistes du Nord sont bien plus occupées à embrasser la révolution conservatrice des années 1980 et à surfer sur la vague néolibérale qui déferle alors sur l'Europe et l'Amérique du Nord. La communauté

internationale n'a que faire de ces luttes, de tout ce sang versé sur le continent noir au nom de la liberté, tant et aussi longtemps que cela ne perturbe pas l'économie mondiale. D'ailleurs, j'ai eu le malheur d'employer ce terme une fois devant Yanet, « communauté internationale ». Elle a ri très fort avant de hurler, les mains en l'air : « ¿ Que comunidad ? » Il n'y a de communauté que lorsqu'il s'agit d'assurer la stabilité des affaires et la libre circulation des capitaux. Ou peut-être, et surtout depuis peu, lorsqu'il s'agit de contrôler les flux migratoires.

**

Au fil des jours, mes discussions avec Yanet se multiplient et je m'émerveille d'avoir accès à cette fenêtre privilégiée sur les forces communistes toujours vivantes à Cuba. Son discours se déploie en fragments, je l'accueille et l'analyse comme un cadeau précieux. J'apprécie cette parole informée, mais organique, sans aucune prétention scientifique, échappant ainsi aux scrupules de l'expertise. Yanet est une femme solide, un roc. Elle me parle de sa visite à Moscou, avant la chute de l'URSS. Elle se remémore avec émotion ce pèlerinage aux sources de son engagement social et révolutionnaire. La politique, tout comme la lutte pour la justice sociale, est le centre de gravité de son existence, mais elle n'échappe pas pour autant aux contradictions, ce qui la rend d'autant plus attachante. Elle adore le reggaeton, se laisse séduire par la dégaine de Nicky Jam, la coupe de Maluma – ses favoris. Ces beaux gosses de New York et de Miami, qui chantent l'argent, le luxe, le rêve de la sortie du ghetto et de l'accession à la gloire, présentant des femmes-objets dans leurs vidéoclips d'un clinquant et d'une vulgarité irrécupérables, l'amuse. Mais toujours, ses idées sont droites et cohérentes, l'horizon est clair, et elle distingue sans complexe les limites, les angles morts de son discours.

Bien sûr, m'explique-t-elle, il y a la pénurie, les télécommunications laborieuses, et cette jeunesse abandonnée à son sort, qui a soif d'occasions de s'épanouir, et qui en souffre d'autant plus qu'elle a maintenant accès au reste du monde. Tout cela existe. Mais il est possible, elle y croit, d'ériger quelque chose de neuf en déterrants les racines profondes de la révolution. L'exception cubaine peut aujourd'hui constituer un avantage, avantage conféré par l'environnement épargné des ravages, de la polarisation et des excès du capitalisme néolibéral. À l'heure de l'effondrement des social-démocraties et de la montée de l'extrême droite, pourquoi Cuba ne pourrait-elle pas être à nouveau le foyer d'une avant-garde révolutionnaire ? Il n'est pas saugrenu d'y croire. Quiconque se penche sur les solutions de rechange possibles à l'hégémonie néolibérale sait qu'il faudra tôt ou tard subvertir cette organisation économique qui nous achemine tout droit vers la catastrophe climatique. L'époque nous convie nécessairement à ces remises en question existentielles, même (et surtout) au sein des sociétés qui, comme le Canada, se laissent encore bercer par un libéralisme bon enfant. Le système cubain actuel comporte des failles importantes, mais, dans son fondement, il est moins déraisonnable que les délires mégalomanes et éco-suicidaires du capitalisme mondialisé. En ce sens, pourquoi serait-il fou de croire à l'édification d'un nouveau système socialiste, plus juste et plus démocratique ?

Un matin, Yanet me parle d'un groupe de jeunes du coin qui ont décidé de partir, de prendre un aller simple vers le Nicaragua. Ils ont vendu tous leurs biens pour s'acheter un billet d'avion. Un passeur les attend à Managua, où ils prendront la route vers le Mexique, pour rejoindre un convoi de marcheurs – l'une de ces caravanes qu'on a vues dans les médias en Amérique du Nord et qui ont fait beugler les pires bassesses racistes au président Donald Trump. Les mères de ces jeunes hommes passent devant la maison, on les aperçoit à travers la clôture. « Elles doivent être si tristes, dit Yanet. Quoique celle-là a toujours été un peu timbrée. » Elle éclate de rire.

Parfois, poursuit-elle, les bateaux prennent la mer, ici, par la plage. Toute la famille dans une boîte de camion. On embarque et on espère déjouer la garde côtière pour atteindre une plage de Miami et y demander l'asile – lequel a longtemps été donné quasi automatiquement aux Cubains arrivant par la mer, en vertu de la Loi d'ajustement cubain promulguée par Washington en 1966. Dans l'entretien biographique qu'il a accordé au journaliste Ignacio Ramonet, Fidel Castro explique combien cette loi, présentée comme un sauf-conduit pour ceux qui fuient le communisme, a mis en danger la vie de dizaines de milliers de Cubains, qui ont pris la mer dans l'espoir de refaire leur vie dans le « monde libre », alors qu'il n'existait aucun moyen sécuritaire de faire le trajet entre Cuba et les côtes américaines. Depuis la réouverture des relations diplomatiques entre La Havane et Washington sous la présidence d'Obama, en 2014, la possibilité de voyager par voie aérienne s'est élargie, mais on n'accueille pas à bras ouverts, visa brandi, les Cubains qui débarquent de l'avion ou qui se présentent à la frontière terrestre. Et depuis l'élection de Trump, avec la criminalisation progressive des demandeurs d'asile en provenance d'Amérique latine, ceux qui prennent la mer risquent toujours leur vie, mais sans la promesse d'un accueil.

Yanet regarde souvent les embarcations partir, par la fenêtre de sa cuisine. L'image de cette femme ayant passé sa vie à lutter contre l'impérialisme, l'exploitation et les forces qui ont perverti la révolution cubaine de l'intérieur, regardant la jeunesse de son peuple s'embarquer vers la mort et la misère de la migration clandestine, m'émeut aux larmes. Pour assister à tout cela sans renoncer à son rêve de justice, il faut un courage inouï.



Les discussions politiques avec Yanet s'entremêlent aux blagues et aux banalités domestiques. J'apprends qu'elle a deux enfants. Son fils vit avec elle et sa fille a fait sa vie en Italie. Elle les a élevés seule, « avec la douceur d'une mère et la rigueur d'une militaire ». Après son passage dans les forces armées et dans les services d'espionnage, elle s'est formée en droit pénal et a travaillé dans une prison pour femmes de La Havane, en réinsertion sociale. En tout, elle s'est mariée trois fois : avec le père de chacun de ses enfants, tous deux Cubains, puis avec un Italien, son Roberto, avec qui elle vit désormais. Le couple mène une vie tranquille, où il faut s'adapter chaque jour à l'offre alimentaire restreinte, au nombre limité de postes de télévision, à l'accès aléatoire au réseau internet, aux pannes de courant fréquentes et sans cause apparente, aux choses qui se brisent et qu'on répare à pas de tortue.

Tout est compliqué, à Cuba. Le rythme des activités journalières est discontinu et les plans bifurquent souvent. Avec le temps, je me suis habituée à ces perpétuelles embûches, mais lors de chacun de mes séjours, le cumul des imprévus qui complexifient même les tâches quotidiennes les plus élémentaires réussit à m'arracher au moins un moment d'impatience. Je n'ai cependant jamais vu un Cubain dépenser aussi vainement son énergie. Il n'y a pas d'électricité. Il faut attendre une heure pour acheter de l'essence. Il n'y a pas de poulet, de lait ou d'œufs cette semaine à l'épicerie. Il n'y a plus d'argent dans le guichet automatique. C'est emmerdant, mais est-ce que cela changerait quelque chose de s'impatienter ?

Lors d'une de mes visites, à l'adolescence, un ouragan nous avait forcés à rester barricadés dans un bâtiment robuste de La Havane pendant une semaine entière. Le tempérament bouillant de mes treize ans avait très mal supporté le confinement, l'ennui et la restriction alimentaire. Il est vrai que nous manquions de confort, mais nous n'étions pas en danger et, même si nous mangions mal, nous ne crevions pas de faim. Un homme qui se trouvait entre les murs de béton du même immeuble et qui avait l'âge d'être mon grand-père s'amusait beaucoup de mes accès d'exaspération. Il lui semblait parfaitement absurde qu'on puisse se fâcher contre le temps qu'il fait.

L'anecdote est quelconque, mais elle illustre à merveille, me semble-t-il, l'une des facettes de notre distance culturelle avec Cuba : un rapport au temps, au travail, à la production. Il ne s'agit pas d'invoquer le cliché de la vie *baba cool* dans les Caraïbes, mais de constater qu'à l'intérieur des sociétés capitalistes, le temps est quantifié et optimisé à chaque instant, si bien que la vie sociale s'arrime au rythme de la production, de la croissance économique. Hors des sociétés capitalistes, le temps échappe davantage à cette obsession de la quantification et aux injonctions à l'accélération qui en découlent. Dans le cas particulier de Cuba, la pénurie permanente transforme aussi le rapport matériel au monde, mitigeant notamment l'importance du travail salarié, au profit des relations altruistes, des échanges informels et des formes de solidarité organiques. L'anti-impérialisme cubain se traduit ainsi jusque dans cette résistance à la colonisation du temps par les impératifs d'accumulation du capital.

À Cuba, on cultive les contre-rythmes en se moquant tout bas des touristes énervés qui, chaque fois qu'ils s'impatientent, trahissent leur rapport bêtement productiviste à la vie en général.



Avec Guana, il nous vient l'idée de louer un scooter pour explorer les environs de Guanabo et de faire une escapade d'une nuit à La Havane, où nous voulons célébrer son anniversaire. Il nous faut quatre jours ouvrables pour réussir à louer l'engin. D'abord, pour comprendre que nous devons arriver tôt pour réserver le scooter, dans l'éventualité où il y en aurait un. Les scooters sont rapportés à un rythme aléatoire et ils tombent souvent en panne. Le préposé à la location ne fait grand cas ni de notre enthousiasme ni de notre détermination. « Revenez plus tard », se contente-t-il de répéter lorsque nous passons, sans se risquer à faire une quelconque prédiction ni à s'engager à nous faire signe au

moment opportun. Lorsque nous mettons enfin la main sur une zézette, nous avertissons Yanet que nous passerons une nuit à l'extérieur et convenons qu'à notre retour, nous souperons tous ensemble pour l'anniversaire de Guana.

Circuler sur la Via Blanca, l'autoroute qui relie La Havane et la ville de Matanzas, avec un scooter brinquebalant dont le moteur a été traficoté pour que l'engin puisse atteindre les

L'Occident n'en fait pas grand cas dans les récits officiels, mais le régime cubain a prêté main-forte à plusieurs mouvements de décolonisation sur le continent africain, des années 1960 jusqu'à la chute du régime d'Apartheid sud-africain.



80 kilomètres-heure, est en soi une expérience dépaysante. Se côtoient sur la route les voitures, les motos, les camions, les immenses autobus touristiques, les autobus publics, les charrettes et les zézettes patentées comme la nôtre, tout ce beau monde roulant à des vitesses disparates, allant de 40 à 120 kilomètres-heure.

Nous entrons dans la ville par la Havana Vieja, puisque les petits motorisés doivent faire un grand détour par les couronnes de la ville. Tout de suite, le contraste entre le cœur touristique de La Havane et les petites villes côtières comme Guanabo est frappant. Dans ce quartier historique animé pour les touristes, où beaucoup de gens travaillent et où les occasions de faire du petit commerce sont nombreuses, on sent la pression du capital qui se tient aux portes de Cuba, particulièrement en matière immobilière. De nombreux appartements sont acquis puis rénovés par des investisseurs étrangers, par l'entremise d'un prête-nom cubain. Airbnb recense depuis quelques années une foule de chambres et de logements à louer dans les quartiers centraux de La Havane. L'augmentation de l'offre est telle que l'État a imposé un moratoire sur les permis d'hébergement, obligatoires même pour les particuliers qui louent une partie de leur logement aux touristes par l'entremise d'Airbnb. Pour l'instant, l'âme de la ville n'a pas été trop altérée, notamment parce que les grandes entreprises nord-américaines et leur

attirail publicitaire n'y ont toujours pas droit de cité, mais on sent que le vent pourrait tourner en un claquement de doigts.

Si l'ouverture des marchés peut être profitable au développement des infrastructures et de l'aménagement urbain, le risque que les populations traditionnelles de la ville soient exclues du boom provoqué par l'afflux massif de capitaux sur le territoire est considérable. A-t-on déjà vu une société s'ouvrir à l'économie de marché tout en préservant ses mécanismes de redistribution de la richesse? À ce chapitre, il y a à Cuba des morceaux énormes à défendre. En laissant les mécanismes du libre-marché s'infiltrer dans le secteur manufacturier, commercial ou touristique, on pourra difficilement, à terme, empêcher leur extension aux services publics – en santé, en éducation, en culture –, là où les institutions font fière figure, malgré la rareté des ressources. Le citoyen ordinaire, le travailleur, gagnera-t-il au change?

À peine arrivons-nous dans le Vedado, le quartier où nous avons pris une chambre, que le pneu arrière de la zézette éclate. Nous zigaguons sur la chaussée accidentée avant de nous immobiliser. La crevaison est évidente et nous remarquons que la jante de la roue est sérieusement endommagée. Nous sommes pris au dépourvu, aucun garage n'est ouvert le dimanche après-midi et nous ne pouvons pas laisser le scooter en bord de rue, le risque de vol est trop important. Nous avons repéré en passant un garage qui semblait ouvert en bordure du Malecón, mais il est à plus d'un kilomètre et pour déplacer la zézette, il faut pousser en marchant à côté, comme pour une bicyclette. Elle est lourde, je suis incapable de même la faire bouger. Guana doit forcer tout seul. Il pousse, sue, grogne jusqu'au garage, où nous nous butons à une porte fermée.

Cinq jeunes flânant dans le stationnement nous inondent alors d'indications contradictoires tout en s'obstinant entre eux dans un patois que j'ai du mal à comprendre. Le pauvre Guana est en lavette, déshydraté, rouge comme une tomate, il a ôté sa chemise et appuie son front sur le guidon. Je crains qu'il s'évanouisse. Le service de location de Guanabo est injoignable, je vois les options pour faire réparer la zézette se restreindre et constate que j'ai oublié les papiers de location chez Yanet. Il suffirait qu'un policier zélé nous interpelle pour qu'en plus, nous finissions au commissariat de police. Le stress me gagne, même si le problème est mineur. Je perds patience et mets abruptement fin à la conversation avec nos flâneurs de parking. J'ai honte d'avoir ainsi fait la preuve, une nouvelle fois, de ma nord-américanité. Je n'apprends visiblement jamais. Guana mobilise ce qu'il lui reste de force pour franchir les quelques coins de rue qui nous séparent de notre appartement. Lorsque nous nous y posons enfin, nous remettons au lendemain la gestion de la crevaison et nous nous saoulons au rhum en déambulant dans la ville jusqu'à sombrer dans un sommeil d'ivrogne.

Le lendemain matin, nous trouvons un *ponchero* qui accepte de se déplacer. Il nous apprend que la roue arrière ne souffrait pas seulement d'une crevaison, elle était à un cheveu de se détacher, en entier. « Vous avez pris la route avec ce truc? Vous êtes fous! » Après un examen minutieux, le mécanicien doit sillonner le quartier pendant plusieurs heures pour rassembler une à une les pièces nécessaires à la réparation, mais il y a trop d'éléments défectueux. Il conclut que le scooter est une épave et que personne ne devrait plus

jamais monter dessus. J'appelle Yanet pour l'avertir qu'il faudra remettre nos festivités à plus tard – Dieu sait quand et comment nous rentrerons. Au bout du fil, elle est survoltée. Ses réponses sont entrecoupées d'ordres qu'elle hurle à des ouvriers qui, je le comprends, travaillent sur son terrain. Il y a eu des vents violents pendant la nuit : le *ranchón* dans la cour s'est effondré, paf! Une équipe de voisins est dépêchée sur les lieux pour le reconstruire – je sens qu'elle est dépassée par les événements. Nous mettons fin à la conversation sans statuer sur ce qu'il adviendra du souper d'anniversaire. Nous finissons par rentrer à Guanabo en *colectivo*, le locateur récupérera le scooter à La Havane. Guana est déçu, son anniversaire est gâché.

De retour chez Yanet, nous cuisinons un repas modeste que nous mangeons sur la plage. En soirée, nous sommes assis à la table de la salle à manger quand Yanet, qui a pris sa douche et retrouvé son calme, surgit avec un plateau sur lequel est posé un gâteau à moitié mangé. Elle le dépose sur la table. On peut y lire, en lettres de glaçage : *Felic... ua...* Yanet est un peu piteuse : « J'avais déjà fait faire le gâteau lorsque vous m'avez téléphoné pour dire que vous ne rentriez plus, alors je l'ai offert aux ouvriers qui ont passé la journée à bûcher sur le *ranchón*... Ils étaient vraiment contents. » Roberto nous montre une photo dans son téléphone. C'est le gâteau, intact, où l'on pouvait lire : *¡Felicidades Guana!*

« Voulez-vous prendre le dessert, au moins ? » demande Yanet. Guana a le sourire fendu jusqu'aux oreilles et les yeux brillants, il est profondément touché par l'attention. Cela ajoute à sa joie que le gâteau soit à moitié rogné, témoignant à la fois d'une histoire rocambolesque et d'un souci du partage. Il court chercher du vin et Roberto sort le rhum. Nous partageons nos mésaventures du week-end en piochant dans le gâteau et en trinquant, pendant plusieurs heures.

Avant d'aller dormir, Roberto me montre le nouveau *ranchón*, dans la cour. « Quelle histoire, quelle histoire », dis-je en contemplant ce bel ouvrage et en repensant aux derniers jours. Il me répond, dans son espagnol chantant comme de l'italien : « Ici, il y a toujours une histoire. »



Quelques semaines après mon retour à Montréal, je me trouve dans un taxi entre la gare de Sainte-Foy et l'Université Laval, à Québec, où se tient cette semaine-là l'Université féministe d'été. J'ai été invitée à y accorder un entretien devant public. Sur le quai de la gare, j'ai croisé l'historienne Camille Robert (lisez son texte présenté dans ce même dossier!), et un homme que nous ne connaissons pas nous a proposé de partager le taxi. Alors que nous traversons Sainte-Foy, je raconte sommairement mes vacances à Camille sans donner une quelconque teneur politique au récit.

Le type, dont nous ne connaissons ni l'identité ni la profession, nous interrompt pour nous haranguer. « Vous idéalistes Cuba ! » martèle-t-il. Je lui réponds que non, pas du tout, mais que, puisqu'il le mentionne, il faut faire attention à ne pas tout balayer en bloc ; la dissidence au régime existe, mais ceux qui croient encore au socialisme aussi. « Qu'en savez-vous ? Personne ne peut parler ! » Je souligne que c'est faux, que les langues se sont largement déliées dans les dix dernières années, qu'on ne se gêne plus pour critiquer le gouvernement. Simple, le mur de silence auquel certains se

butent est peut-être une riposte des Cubains face à certains touristes blancs qui les abordent avec condescendance. Il y a une forme de dignité dans le silence, dans le fait de ne pas tout livrer à ceux qui ne font que passer. Je lui cloue le bec.

Je comprends cependant que cet homme en a surtout après ces « gauchistes » qui fétichisent le socialisme cubain. Sa critique vient de la droite, c'est assez clair : il soutient que les Cubains sont dans leur marasme parce qu'ils refusent de travailler, que la société est gangrenée par sa propre paresse, et que l'arrivée des capitaux étrangers saura fouetter les troupes. Son mépris est évident, sauf qu'une partie de sa critique aurait pu venir de l'autre côté du spectre politique et résonner chez moi. Il est vrai que les esprits inclinés à gauche peuvent être tentés d'idéaliser la société cubaine, y voyant une enclave exotique, préservée de l'effet désertifiant du capitalisme, tout en passant vite sur sa complexité, ses tensions internes. Nous avons aussi tendance à idéaliser la débrouillardise des Cubains, leur sens du partage, sans pour autant être prêts à ce que cette solidarité, qui découle de conditions de vie bien particulières, nous soit imposée. Il est aussi vrai que la mondialisation néolibérale a radicalisé à un point tel la dépossession du Sud pour consolider la domination du Nord que les populations de ces deux pôles ont été placées en opposition, y compris les classes moyennes et ouvrières. En clair, l'ouvrier de l'usine ABI n'est pas l'ouvrier cubain ni le travailleur agricole salvadorien, et s'ils sont sous l'emprise d'un même système, certains y sont plus assujettis que d'autres. Le rêve internationaliste de Fidel Castro ou du FLQ a été anéanti.

Aujourd'hui, le touriste du Nord, si sensible soit-il, est pris dans des rapports de pouvoir qui le dépassent, le précèdent et le conditionnent. Ainsi, s'il observe avec sincérité sa posture dans les rapports mondiaux, il doit admettre que toute tentative de solidarité à l'échelle individuelle est marquée par une certaine forme d'aveuglement. De la même manière qu'il faut s'aveugler gravement pour évoquer encore les *Nègres blancs d'Amérique* de Pierre Vallières sans grincer des dents. Durant les soixante années qui se sont écoulées depuis la révolution cubaine, le capitalisme a non seulement aggravé le clivage entre le Nord et le Sud, il s'est employé à maintenir les clivages raciaux à l'intérieur des sociétés dites libérales. Comme les felquistes Allard et Charrette n'ont fait que passer chez les Black Panthers d'Harlem avant de s'installer chez les Cubains, les « nègres blancs d'Amérique » n'étaient vraisemblablement que de passage du côté des dominés. Une anomalie dans la marche historique du capitalisme, qui impose un ordre géopolitique, racial et sexuel (puisque l'on y est) qui n'admet pas vraiment d'exception.

Voilà peut-être ce qui a changé depuis le moment où, au début des années 1960, les révolutionnaires québécois observent Cuba pour y trouver des affinités et des enseignements, ou s'aventurent chez les Black Panthers. Nous ne pouvons plus ignorer la distinction entre nos luttes, puisque l'histoire n'a pas servi également l'émancipation de chacun, suggérant peut-être que l'analogie était abusive dès le départ. ●

Aurélie Lanctôt est codirectrice et rédactrice en chef de *Liberté*.